

Quatre hôpitaux sur dix affichent des résultats dans le rouge

Les résultats financiers des hôpitaux se sont fortement dégradés en 2017. Le modèle de financement touche à ses limites, prévient Belfius.

JEAN-PAUL BOMBAERTS

La situation financière des hôpitaux se dégrade dangereusement. Sur les 92 hôpitaux que compte le pays, 39 sont déficitaires au terme de l'exercice 2017 (contre 30 en 2016), soit 42% ou plus de quatre sur dix. Le bénéfice de l'ensemble des hôpitaux est de 0,2% ou 28,7 millions d'euros. Ce qui correspond à 300.000 euros en moyenne par hôpital. Autant dire presque rien. En 2016, le bénéfice était encore de 0,7% du chiffre d'affaires ou 67 millions d'euros.

Tel est le constat alarmant dressé par Belfius dans sa radiographie annuelle de la situation des hôpitaux. «Le modèle actuel de financement des hôpitaux n'est plus tenable. C'est le Titanic qui se dirige droit sur un iceberg», estime Geert Gielsens, économiste en chef chez Belfius. D'autant que les pouvoirs publics sont tenus par des contraintes budgétaires et ne pourront pas indéfiniment boucher les trous des hôpitaux. En Wallonie, certains hôpitaux ne survivent que grâce au soutien financier des pouvoirs publics locaux.

Les ratios financiers ne sont pourtant pas si mauvais que cela. Les hôpitaux présentent un bilan 2017 de 19,9 milliards d'euros, en progres-

sion de 2,9% par rapport à 2016. La part des fonds propres s'établit à 22,8% (contre 22,5% en 2016). Le taux d'endettement s'élève à 35,9% du bilan total (contre 36,6% en 2016).

À côté de cela, les hôpitaux ont beaucoup investi depuis cinq ans: 1,5 milliard d'euros en 2017 comme en 2016. Les investissements restent cependant concentrés sur quelques gros projets, comme le nouveau Chirec sur le site Delta à Bruxelles.

Frais de personnel

Alors pourquoi la situation financière des hôpitaux s'est-elle à ce point dégradée? Il y a d'abord les mesures d'économies imposées par le gouvernement et qui, pour 2017, se chiffrent à environ 70 millions d'euros. «On ne peut plus continuer ainsi», prévient Benoît Hallet, directeur général adjoint de l'Unessa, une fédération qui représente 300 structures actives dans les soins de santé en Wallonie.

Il y a ensuite les frais de personnel qui, pour la deuxième année consécutive, connaissent une progression plus élevée (+ 3,7%) que le chiffre d'affaires (+ 2,7%). C'est davantage la conséquence de l'indexation des salaires que de la hausse des effectifs (+ 1,2%). Les honoraires des médecins, par contre, ont progressé de façon plus modérée (2,1%).

Pour parer au problème, les hôpitaux sont invités à s'organiser en réseaux afin de mieux utiliser l'argent

disponible. C'est le sens de la réforme voulue par la ministre de la Santé Maggie De Block (Open Vld). Elle pousse également à une forfaitisation de certaines interventions de routine (appendicite par exemple). «Mais ce n'est pas une formule magique qui va résoudre tous nos problèmes», prévient Dieter Goemaere, porte-parole de la Fédération hospitalière bruxelloise Gibbis. «Une réforme, au début, coûte toujours plus qu'elle ne rapporte, ne serait-ce qu'au niveau de l'informatique», confirme Benoît Hallet.

Les hôpitaux investissent 500 millions d'euros par an dans l'IT, dont 15% (40 millions) sont pris en charge par les pouvoirs publics. Pour Dieter Goemaere, il faudrait doubler l'effort public. «Un montant de 40 millions sur un budget de 25 milliards, ce n'est pas la mer à boire...»

Benoît Hallet, lui, invite les responsables politiques à dépasser la logique purement budgétaire. «Il manque une vision globale et intégrée des soins de santé entre les différents niveaux de pouvoir.»

300.000 €

En 2017, 39 hôpitaux sur 92 affichaient une perte. Le bénéfice moyen par hôpital est de 0,2% du chiffre d'affaires ou 300.000 euros. Autant dire presque rien.